

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Environnement/Echec des
projets de création d'aires marines
protégées dans les mers australes
lors de la 37e réunion de la
Commission pour la conservation de
la faune et de la flore marines de
l'Antarctique -
Bahreïn/Condamnation de M. Ali
Salman - Iran - Turquie/Syrie -
Chili - Pakistan/Situation de Mme
Asia Bibi
(Paris, 06 novembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Environnement - Echec des projets de création d'aires marines protégées dans les mers australes lors de la 37e réunion de la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique

La France regrette que la 37e réunion de la commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR), qui s'est tenue du 22 octobre au 2 novembre à Hobart en Australie, se soit conclue par un échec pour les projets de création d'aires marines protégées dans les mers australes visant à protéger la biodiversité et les écosystèmes et à renforcer la résilience de la faune et de la flore marines face aux effets du réchauffement climatique.

Le projet soutenu par la France, l'Union européenne et l'Australie dans l'Est Antarctique, approuvé par le comité scientifique de la CCAMLR en 2012, est depuis lors régulièrement rejeté en raison de l'opposition de la Russie et de la Chine. Il en est de même pour le projet en mer de Weddel, soutenu par l'Union européenne, qui a également été approuvé par le comité scientifique en 2016.

Le récent rapport du GIEC a rappelé l'urgence de la situation face aux dérèglements climatiques. La France continuera à agir en faveur de l'adoption d'un réseau d'aires marines protégées dans les mers australes, qui est essentiel à la mise en oeuvre de l'Agenda 2030, notamment pour atteindre l'objectif pour le développement durable sur la conservation et l'exploitation de manière durable des océans, des mers et des ressources marines.

2 - Bahreïn - Condamnation de M. Ali Salman

La France exprime sa préoccupation à l'égard de la situation de M. Ali Salman, condamné en appel à une peine d'emprisonnement à perpétuité. M. Salman avait notamment rempli la fonction de secrétaire général du parti al-Wifaq, principale force d'opposition bahreïnienne dissoute en 2016.

À l'approche des élections législatives bahreïniennes qui doivent se tenir le 24 novembre prochain, la France souligne l'importance d'un fonctionnement politique inclusif, représentatif et pluraliste au Bahreïn, ainsi que son plein attachement au respect des droits de l'Homme.

3 - Iran

Q - Hier, les Etats-Unis ont rétabli les sanctions contre l'Iran, qui visent les secteurs pétrolier et financier. Quelle est votre réaction ? Quelles seront les conséquences des sanctions américaines ?

R - Je vous renvoie à la déclaration conjointe du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, du ministre de l'économie et de finances, ainsi que de leurs homologues allemands, britanniques et de la Haute représentante Federica Mogherini du 2 novembre dernier.

4 - Turquie - Syrie

Q - La Turquie a poursuivi, au cours des derniers jours, ses bombardements dans le Nord-Est de la Syrie, malgré vos appels à la retenue. Comment comptez-vous convaincre les Turcs ?

R - Nous réitérons notre vive préoccupation après les récents bombardements turcs dans le Nord-Est de la Syrie, qui ont fait plusieurs victimes. Nous appelons à nouveau la Turquie et toutes les parties impliquées à la plus grande retenue et soutenons les efforts de désescalade engagés notamment par les Etats-Unis.

Alors que Daech a engagé une contre-offensive d'ampleur dans le Nord-Est syrien, nous soulignons la priorité que nous attachons à la poursuite de la campagne contre cette organisation terroriste. Les Forces démocratiques syriennes apportent une contribution décisive dans ce combat, avec le soutien de la Coalition internationale contre Daech.

Comme l'ont souligné les chefs d'Etat et de gouvernement de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Turquie lors du Sommet d'Istanbul, il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit syrien. C'est uniquement dans le cadre d'une solution politique conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies que pourront être trouvés les moyens de stabiliser durablement la Syrie et de garantir son intégrité et la sécurité de ses voisins.

5 - Chili

Q - Le Chili demande à la France, dans une lettre adressée à l'ambassadeur Roland Dubertrand à Santiago, d'annuler l'asile politique accordé à l'ancien guérillero Ricardo Palma Salamanca condamné dans son pays pour l'assassinat d'un des principaux idéologues de la dictature d'Augusto Pinochet. Que répondez-vous ?

R - La France et le Chili entretiennent des relations bilatérales d'une grande richesse, en particulier sur les plans économique et scientifique, et un dialogue politique suivi sur les principaux enjeux internationaux d'intérêt partagé, notamment la lutte contre le changement climatique et la défense du système commercial multilatéral. Lors de leur entretien le 8 octobre dernier, le Président de la République et son homologue chilien, M. Sebastian Pinera, ont adopté une déclaration conjointe qui renforce encore nos relations, en particulier sur les enjeux du futur.

Le cas de M. Ricardo Palma Salamanca renvoie à l'histoire du Chili sous la dictature d'Augusto Pinochet. C'est dans ce contexte que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) a statué en toute indépendance, dans le cadre de la loi française, sur la demande d'asile qui lui était soumise.

La justice française a été saisie par ailleurs d'une demande d'extradition de M. Palma Salamanca émise par le juge chilien. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères ne commente pas les procédures en cours.

6 - Pakistan - Situation de Mme Asia Bibi

Q - La France est-elle prête à donner l'asile à Mme Asia Bibi ?

R - La France a salué la décision de la justice pakistanaise d'acquitter Mme Asia Bibi. Nous accordons une attention soutenue à sa situation. Avec nos partenaires européens et internationaux, nous étudions quelle forme de soutien ou d'accueil pourrait lui être apportée ainsi qu'à sa famille selon les vœux qu'ils exprimeront./.